

Revue de l'Association Francophone Internationale de Recherche Scientifique en Éducation  
www.la-recherche-en-education.org

N° 11 (2014), pp. 1-4

## **La recherche éducationnelle en des temps difficiles**

### *Éditorial*

**L**a publication d'un nouveau numéro de la revue « La recherche en éducation » avec la régularité annoncée est un moment heureux pour sa direction ; c'est pourquoi nous devons exprimer notre reconnaissance à tous ceux qui la rendent possible : les auteurs qui nous proposent leurs articles ; les évaluateurs qui, dans un temps surchargé d'autres responsabilités, accomplissent une tâche exigeante et délicate; les membres de la rédaction et de l'équipe technique qui montrent un grand esprit de service à l'AFIRSE et à sa mission d'incitation et de divulgation de la recherche; enfin, les lecteurs, qui donnent du sens à l'existence de la revue.

La publication d'un nouveau numéro est aussi un moment de réflexion : réflexion sur la revue elle-même et le chemin parcouru par rapport à ses objectifs ; réflexion sur les conditions actuelles de production de la recherche.

Le caractère international de notre revue ne cesse de s'affirmer, en augmentant le nombre des universités qui y participent et l'origine nationale des auteurs, maintenant élargie au Pakistan. Son caractère généraliste, ouvert aux différents paradigmes et méthodologies, permet d'y présenter plusieurs types de recherche, une fois qu'ils paraissent adéquats au problème posé. Sont cependant moins fréquents les articles qui peuvent être placés sous la rubrique « la science en train de se faire ». Sous cette rubrique nous souhaitons partager avec les lecteurs des aspects vécus du processus de recherche qui, dans toutes ses phases, met en jeu raison, créativité et émotion, joie de la découverte, désir, espoir, mais aussi attentes frustrées, problèmes qui tardent à trouver leur solution, difficultés d'entrée dans le terrain, voire dilemmes éthiques toujours présents quand nous travaillons avec et sur des personnes. Une revue doit porter témoignage de ces processus de construction d'une science vivante et vécue, car cela peut avoir une grande importance pour le présent – surtout pour les jeunes chercheurs qui parfois se découragent et pensent « cela n'arrive qu'à moi » –, mais aussi importance pour l'avenir, comme témoignage d'une époque où les conditions de production de la recherche se modifient.

Malgré la grande diversité des thèmes déjà traités dans notre revue et bien que l'éducation non formelle n'en soit pas absente, de par son importance dans la société de l'information, elle mériterait d'apparaître davantage. Certains niveaux et certains types d'enseignement, l'enseignement scolaire et lycéen ou la formation des enseignants, ont été davantage objet de recherche ; quant à l'enseignement supérieur, la recherche menée dans l'enseignement supérieur le prend de plus en plus comme objet d'étude et ce numéro en témoigne.

Nous constatons aussi que les réflexions épistémologiques et méthodologiques sont peu nombreuses malgré quelques éditoriaux qui visaient à les relancer. Nous espérons recevoir davantage des propositions dans ce domaine, d'autant plus nécessaires que la science et ses

critères de validité sont remis en cause, avec parfois un certain désarroi sur les frontières entre plusieurs niveaux de connaissances, augmentant la polysémie du terme recherche.

Dans un éditorial de cette revue, Louis Marmoz constatait l'inexistence d'articles transgresseurs des paradigmes actuellement admis par la communauté scientifique, avec le présupposé que sans les transgressions au statu quo il n'y aurait pas de progrès. Bien qu'on parle parfois de paradigmes émergents, encore mal définis, bien que certaine recherche féministe brise les critères de validité de la recherche qualitative spécifiés par Egon G. Guba dans les années quatre-vingt et que quelques influences de la culture postmoderniste se fassent sentir dans la négation de la nécessaire rupture épistémologique par rapport au sens commun, consacrée estimées valables. En effet, nous ne pouvons pas séparer la recherche qui se fait dans les milieux universitaires des conditions actuelles qui la conditionnent, particulièrement dans les contraintes qui pèsent sur les enseignants-chercheurs, à l'exception peut-être de ceux des financent la recherche.

Un monde globalisé et transfrontière, que les nouvelles technologies de l'information et de la communication ont transformé en « village global » où règne un déséquilibre écologique, économique, social et politique, requiert que l'éducation du « citoyen du monde » joue un rôle majeur dans la création d'un nouveau monde plus juste et soutenable. Pourtant, cette affirmation semble un peu déphasée de la réalité des systèmes éducatifs actuels, surtout préoccupée d'efficacité, et aussi de la réalité de la recherche en éducation, limitée par des contraintes multiples. Les préoccupations financières semblent mettre en second plan les bonnes intentions des discours officiels, en ce qui concerne l'éducation comme en ce qui concerne la liberté de la recherche. Les projets de recherche que les pouvoirs publics estiment ne pas être prioritaires ont peu de probabilités d'attirer des investissements. Alors, ou la recherche se soumet aux diktats de ceux qui peuvent la financer (parfois raisonnables et utiles, parfois l'étant moins) ou les chercheurs font ce qu'ils peuvent avec les moyens dont ils disposent, parfois en s'autofinçant, pour, individuellement ou en petits groupes, étudier les problèmes que la société où ils s'insèrent pose et leur pose.

Néanmoins, comme la réalité sociale et éducative est toujours en changement, de nouveaux problèmes et de nouveaux besoins de recherche apparaissent. Les thématiques de recherche s'élargissent, en quête d'explication et de compréhension et, souvent, d'intervention. Les revues comme la nôtre en rendent progressivement compte, accomplissant ainsi leur mission de divulgation au service de l'éducation : cela est tout à fait visible quand nous passons en revue les articles publiés qui améliorent chaque fois davantage la connaissance de morceaux de réalités locales, les conditions de l'application de théories à des situations concrètes ainsi que pour la construction de nouvelles théories. Mais la recherche en éducation a été toujours fragmentée, dispersée, manquant d'effort collectif et coordonné permettant d'arriver à une vision systémique de l'éducation vraiment fondée sur des résultats. Et, nous sommes, semble-t-il, condamnés à continuer ainsi.

Les universités s'insèrent dans ce monde globalisé où l'interdépendance des économies et des cultures qui leur sont associées favorisent la circulation des biens, des idées et des personnes dans un esprit dominé par l'ambition du profit et la compétitivité sans règles. Dans une société dite de l'information, où la connaissance est une source de richesse économique, donc de compétition dans le marché, l'éducation et la recherche, plus que des biens publics, deviennent des biens soumis à la logique coût-bénéfice.

En ce qui concerne l'enseignement, le travail a été intensifié (on parle à nouveau de prolétarianisation) puisque les rôles des enseignants et leurs tâches institutionnelles et bureaucratiques ont été multipliés. La massification des étudiants et l'accueil d'un nouveau public adulte issu de diverses trajectoires scolaires et professionnelles obligent à modifier les méthodes

d'enseignement avec la nécessité d'une individualisation de l'enseignement et d'un accompagnement spécifique qu'aussi bien les contraintes financières des universités que les emplois du temps surchargés des enseignants, engendrant fatigue physique et émotionnelle et aussi dilemmes moraux, permettent difficilement d'assurer.

Les-« enseignants-chercheurs » doivent associer la recherche à l'enseignement ; c'est la caractéristique principale de l'enseignement universitaire. Ils doivent faire des recherches sans disposer du temps nécessaire pour un travail en continuité et en supportant une énorme pression pour publier beaucoup, dans des revues de référence, préférablement de langue anglaise (les publications en langue nationale étant totalement sous valorisées par les agences de financement et d'évaluation dans certains pays, comme actuellement au Portugal). Dans ces circonstances, il est risqué de dévier des standards établis. Pourtant, les enseignants-chercheurs ressentent comme injuste ce système compétitif et totalement inadéquat la transposition des critères d'évaluation des sciences dites exactes à la recherche éducationnelle. En plus, les critères utilisés contribuent à aggraver le fossé entre universités riches et pauvres, ouvrant le chemin à l'acceptation pacifique de la distinction entre universités d'enseignement et universités de recherche, oubliant le souci de démocratisation de la recherche et que séparer enseignement et recherche est enlever l'*alma mater* des universités.

Si des documents qui orientent les universités européennes, comme la *Magna Carta* (1998), défendent l'indépendance des universités vis-à-vis de pouvoirs politiques et économiques, la triste réalité met en évidence des liens de dépendance à ces pouvoirs, les enseignants-chercheurs se résignant à se plier aux priorités des agences de financement. Les enseignants se focalisent de moins en moins sur l'enseignement pour devenir des collecteurs anxieux de projets confortablement financés, obéissant davantage aux intérêts et priorités de ceux qui les financent qu'à celles des chercheurs. L'éthique en souffre. Et comme les ressources sont limitées, la compétition intra et inter institutionnelle, tant au niveau national qu'international, apporte des effets pervers sur le climat des institutions et sur la recherche elle-même, d'autant plus que dans certains pays le statut d'un enseignant semble lié aux bénéfices financiers qu'il est capable d'apporter à son institution, par la recherche et par les services à la communauté !

Ce n'est pas par hasard si le nombre des plagiat a augmenté et que l'on découvre de fausses découvertes, parfois publiées dans des revues de référence. Ce n'est par hasard non plus que les approches quantitatives et les approches mixtes, après la mode presque religieuse des qualitatives, sont de retour, peut-être parce que ce sont celles qui permettent le mieux de légitimer les décisions des commanditaires de la recherche.

L'internationalisation des universités, considérée comme un paramètre de leur évaluation, contribue aussi à la compétition. La recherche est faite de plus en plus dans des réseaux de chercheurs inter et intra nationaux constitués autour d'un projet financé et obéissant parfois à des amitiés ou à des relations occasionnelles plutôt qu'à des intérêts profonds et des compétences spécifiques de tous les intervenants. Les bénéfices de ces liaisons sont évidents pour les chercheurs et sont susceptibles aussi de créer de nouvelles identités, mais l'éloignement alors nécessaire de l'institution d'origine peut y introduire des déséquilibres. Il faut encore prouver que, dans les sciences sociales, la meilleur recherche est celle qui est produite dans ces réseaux ou si son intérêt se limite au développement d'études comparatives.

En somme, si aujourd'hui il y a encore quelque espace pour l'élargissement des sujets de recherche, les systèmes de financement de la recherche, mais aussi le fantôme de l'évaluation peuvent empêcher un renouvellement des paradigmes et des méthodologies de recherche.

Dans ce contexte, pour notre part, nous continuons pourtant à travailler, à construire et à témoigner.



Ce numéro de la revue n'est pas un numéro thématique ; il présente cependant plusieurs articles sur l'enseignement supérieur.

Sous le titre « Perspectives comparées sur la construction d'un thème de recherche : la mobilité étudiante internationale dans l'enseignement supérieur en Amérique Latine et Europe », Sylvie Didou-Aupetit ne se contente pas de mettre en relief les caractéristiques de cette construction et de « pointer » de nouvelles lignes de recherche ; elle montre les conséquences de cette mobilité des étudiants, en particulier les effets dans la composition du tissu social dans les pays d'origine.

Un des grands problèmes actuellement ressenti par les universités dans le monde entier concerne leur financement lié souvent à l'assimilation de l'université à une entreprise. *Mohamed S. C. Boufalta* et *Lise Bessette*, dans son article « L'université d'investissement comme source d'autofinancement : le cas de l'Université Mentouri de Constantine », partent des modèles de financement pour défendre le modèle de l'université d'investissement, capable de s'autofinancer par l'exploitation de services qu'elle peut fournir à la société environnante. L'étude de cas sur l'Université de Constantine illustre ces types variés de liaison avec le milieu et en esquisse les avantages et les inconvénients.

L'accord de Bologne, uniformisant l'organisation de l'enseignement supérieur européen, a exercé une influence qui va bien au-delà de l'espace de l'U. E. ; or, l'importation de modèles étrangers aux cultures et contextes nationaux soulève des problèmes parfois difficiles à résoudre. Sous le titre « De la théorie à la pratique : l'évaluation de la mise en œuvre du système LMD à l'Université de Maroua et la qualité de la formation », *Bachir Bouba*, cherchant à en estimer les effets sur la formation d'enseignants, en montre les difficultés, qui mettent en cause les capacités innovantes du système ainsi que son efficacité, rencontrées dans la mise en œuvre de ce modèle dans une université du Cameroun.

Le travail présenté par *Marta Almeida* « Développement professionnel des enseignants de l'enseignement supérieur : la transition entre les profils d'orientation pédagogique » traite du développement professionnel des professeurs de l'enseignement supérieur, sujet relativement peu abordé à ce niveau. À partir de modèles théoriques et d'entretiens auprès d'un groupe d'enseignants, l'auteur a construit un questionnaire visant à identifier des profils de préoccupations pédagogiques associés à des phases de développement.

Concernant l'enseignement secondaire, *Pierre Kabuika Mukulu* et *Jaria Kamonji Cibangu* présentent une recherche, réalisée en République démocratique du Congo, sur l'« Attitude des élèves de 5<sup>e</sup> secondaire face à l'évaluation en Histoire à Kinshasa Ngaliema » qui valorise l'évaluation des élèves en tant qu'élément de réglage de l'enseignement et des apprentissages.

L'article qui ferme ce numéro, « Tendances actuelles des recherches sur les technologies de l'information et de la communication dans la formation à l'Université », présenté par *Ecaterine Pacurar* et *Nargis Abbas*, est une méta-analyse de 160 articles, publiés dans 13 revues de référence de la spécialité, anglophones et francophones, portant sur les méthodologies de recherche utilisées par des chercheurs universitaires pour étudier l'acceptation des technologies numériques intégrées dans les pratiques de formation dans ce niveau d'enseignement.

*Maria Teresa Estrada*